

## **Rapport en vue de la présentation à la soutenance, de la thèse de Monsieur Eric Toussaint.**

La thèse que Monsieur Eric Toussaint présente, en vue Doctorat en Sciences Politiques, est intitulée :

**Enjeux politiques de l'action de la Banque Internationale pur la reconstruction et le Développement et du Fonds Monétaire Internationale envers le tiers-monde,**

et sous-titrée :

***Analyse de l'influence des logiques financières mondiales impulsées par le FMI et la BIRD sur les pratiques politiques des pays en développement, suivie de propositions alternatives.***

Partant de l'analyse des transformations du capitalisme mondial, le candidat s'attache à l'examen du problème de la dette et de l'ajustement structurel en mettant tout particulièrement en évidence le rôle du FMI et de la Banque mondiale en la matière ; il s'arrête sur quelques études de cas particulièrement significatifs et débouche sur des perspectives et des propositions.

Le premier phénomène qui frappe, dans le monde actuel – souligne-t-il - est la montée des inégalités et la dégradation des conditions de vie qui accompagnent la globalisation. Chômage massif, amplification des écarts entre les revenus extrêmes, à la fois à l'échelle internationale entre pays riches et pauvres, mais aussi, au sein de chaque nation (les plus développées comme les plus attardées) entre catégories sociales favorisées et défavorisées. Le problème est donc transversal : c'est celui d'une minorité d'hommes de plus en plus riches (et puissants) qui, par delà les frontières (au niveau mondial, comme dans le tiers monde, dans les pays de l'ex-bloc soviétique et dans les pays capitalistes les plus industrialisés) ne cesse de s'enrichir au détriment de la majorité de ses contemporains. L'auteur examine la dégradation des conditions de vie et la crise écologique qui en résultent dans tous les pays.

Il souligne le rôle que jouent en la matière la mondialisation du capital et les multinationales – échangeant en grande partie entre elles ou avec leurs propres établissements - sur des marchés bien plus oligopolistiques que concurrentiels et met en évidence les mécanismes – notamment l'investissement direct à l'étranger (IDE) – par lesquels les forces du développement se polarisent sur la Triade (Etats-Unis/Canada/Mexique – Japon/Extrême Orient – Ensemble européen) au prix de la marginalisation des pays de la périphérie.

Impulsé par une logique illustrée notamment par le rôle des fonds de pension, ce système déconnecté des impératifs de l'économie réelle débouche sur une succession de crises financières qui, depuis la crise asiatique des années 1997-1998, ne cessent de se répéter et ont fini par atteindre le cœur du système: les Etats-Unis eux-mêmes.

La question de la dette offre une illustration remarquable de la façon dont la domination d'une telle logique, imposée au monde par les organismes internationaux plonge le monde dans une crise qui est à la fois économique, politique sociale et humaine. Cette partie est ouverte par une analyse des différentes crises de la dette qui se sont succédées depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle. On y voit aussi comment le système mondial, le FMI et la Banque mondiale ont évolué depuis les accords de Bretton Woods. Le FMI et la Banque mondiale y sont présentés dans leur organisation et leur fonctionnement. On y voit naître les Plans d'Ajustement Structurels

et on y décrit l'hémorragie de capitaux qui a pour effet de retourner les flux nets au détriment des pays pauvres et au profit des nations riches. Un vaste survol critique nous est ensuite proposé des différents modèles théoriques qui, de HOS et Lewis à Chenery et Strout, ont inspiré la politique des Institutions internationales.

La politique productiviste de ces institutions – notamment la Banque mondiale - faisant reposer la résolution des tous les problèmes (financiers, sociaux, environnementaux) sur la seule croissance économique, fait l'objet d'une sévère critique. Leur subordination aux impératifs politiques des Etats-Unis est bien mise en évidence et les liens en sont clairement analysés. La responsabilité de cette situation, dans le développement et l'aggravation de la crise de la dette – suite notamment à la politique Reagan/Thatcher des années 1980 et grâce au relais de la Banque et du FMI – est alors longuement développée et l'auteur s'arrête sur les conséquences des PAS et de l'inversion mondiale des flux de financement.

Cinq études de cas illustrent ces problèmes. Elles concernent : la crise du Sud-Est asiatique, la politique du FMI et de la BM en Indonésie entre 1947 et 2003, le Rwanda et la part de responsabilité de la paupérisation dans le génocide, la République démocratique du Congo et l'Amérique latine. On y retrouve, mis en situation à travers des situations concrètes, l'ensemble des problèmes rencontrés dans les parties précédentes.

Enfin, le candidat – et c'est à son honneur - entend ne pas s'en tenir à la critique. Il consacre la dernière partie de son travail à l'analyse des perspectives et à la recherche de pistes pour des alternatives. Tout d'abord briser, en l'annulant, le « cycle infernal » d'une dette qui, bien que remboursée huit fois depuis ses origines s'est encore multipliée par quatre : la notion de « dette odieuse » et ses fondements juridiques en fourniraient, dans de très nombreux cas, la justification ; sinon ce pourraient être la force majeure et le « changement fondamental de circonstances » ou l'état de nécessité. Annulation également des Plans d'Ajustement Structurels. Il s'agit aussi de trouver des ressources supplémentaires pour financer le développement en rétrocédant aux citoyens ce qui leur a été dérobé, en nationalisant les biens littéralement volés par les régimes dictatoriaux, en pénalisant les capitalistes fraudeurs, en mettant en œuvre une politique monétaire et financière redistributive : cela par une taxation de type Tobin ou par la taxation des bénéfices des transnationales ou par un impôt sur les grosses fortunes. On souligne aussi l'importance d'une augmentation de l'Aide publique internationale au développement. Le candidat enfin ne s'en tient pas à des propositions d'ordre monétaire et financier mais s'attache aussi à l'économie réelle pour laquelle il préconise une politique de développement plus autocentrée et une action sur les échanges commerciaux. Il insiste sur la libre circulation des personnes et sur l'importance des contrôles démocratiques pour terminer enfin sur une réflexion concernant l'avenir de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC dans un système qui serait ainsi renouvelé.

Nous sommes donc en présence d'une étude d'une ampleur considérable, portant sur un problème majeur de notre temps. Cette étude s'appuie sur une documentation - factuelle aussi bien que chiffrée - véritablement impressionnante, et sur une connaissance remarquable accompagnée d'une critique éclairante du mode d'élaboration des chiffres. On sent que cette réflexion exprime l'engagement de toute une vie ; un souffle profondément humain - ce qui ne gâte rien – la parcourt d'un bout à l'autre, sans que cela nuise, à aucun moment, à la rigueur du raisonnement. L'auteur s'appuie sur une excellente connaissance des faits, des politiques et des ressorts profonds du système. Le survol critique qu'il effectue des différents modèles de développement ayant inspiré ces politiques n'apporte pas de nouveauté pour un lecteur économiste, mais il résume et synthétise très bien chacun de ces modèles. Ce qui, dans un champ disciplinaire qui n'est pas l'économie mais la science politique ne peut manquer d'être

utile. Car nous sommes ici en présence d'une réflexion au confluent de différentes disciplines – sciences économiques, sociales, humaines, politiques et environnementales- constat qui, sous la plume d'un rapporteur qui a consacré une grande partie de ses efforts au développement de la transdisciplinarité ne peut être qu'un grand compliment.

Il y aura bien sûr quelques regrets à exprimer et des points de détail à discuter avec le candidat. Peut être les théories économiques de la domination, chères à François Perroux, seraient-elles d'actualité ; peut-être certaines mutations liées à l'évolution contemporaine des économies déplacent-elles les critères de la rationalité vers de champs qui auraient offert de nouveaux instruments au candidat ; sans doute la construction générale et l'enchaînement des thèmes auraient-ils pu mettre mieux en évidence la logique profonde de la démarche. Mais cela relève des améliorations toujours possibles plus que de réelles objections.

C'est donc avec plaisir que j'exprime un avis très favorable à la présentation de ce travail à la soutenance.

René Passet.

(22-06-2004)